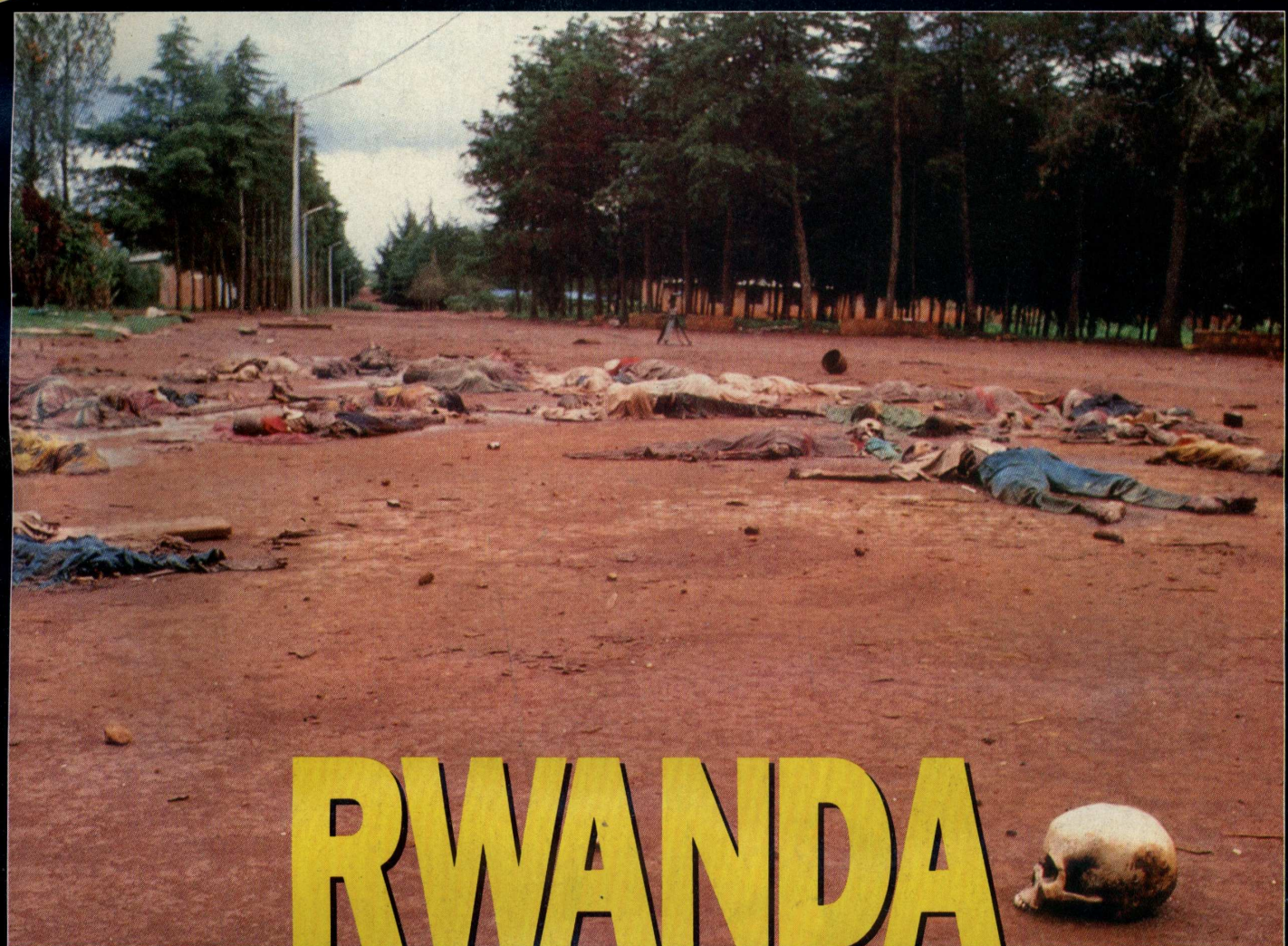


# AFRIQUE

**PALESTINE**  
autonomie  
dans  
la douleur



# RWANDA

# Les vraies raisons d'un génocide

M 1936 - 1741 - 16,00 F

France 16 F - Maroc 20 DH - Tunisie 2 DT - Allemagne 6,70 DM - Antilles/Guyane/La Réunion 16 F - Autriche 63 SH -  
113 FB - Canada 3,95 \$ CAN - Cap-Vert 270 ESCV - Centrafrique 900 CFA - Danemark 30 DK - Espagne 480 PTS - Gr  
tagne 2,7 £ - Grèce 650 DR - Italie 6 000 L - Luxembourg 112 FL - Mali 880 F CFA - Pays-Bas 7,50 FL - Portugal cont.

**Rwanda.** *Une guerre ethnique entre Hutus et Tutsis, motivée par une haine ancestrale ? Voici quelques vérités différentes.*

# Sept questions sur un massacre.

FRANÇOIS SOUDAN

**L**es deux images, juxtaposées par le magazine *Time*, résument aujourd'hui l'état de l'Afrique telle que la voient les médias occidentaux : de longues files paisibles d'électeurs sud-africains patientent devant les bureaux de vote pour échapper enfin à leur passé ; de longues files hagardes de réfugiés rwandais s'égrènent sur des routes qui ne mènent nulle part pour échapper une nouvelle fois à leur avenir. De ce mois d'avril 1994, l'Histoire et les archives audiovisuelles retiendront avant tout le sourire de Nelson Mandela. Dans la vision du monde telle que les Américains l'ont définie à la fin de la guerre froide, peaufinée lors de la guerre du Golfe et rectifiée après l'échec de leur intervention humanitaire en Somalie, les événements du Rwanda relèvent du cercle de la barbarie, celui dont l'impossible traitement ne requiert que des condoléances attristées. Guerre civile, guerre ethnique au cœur d'un continent sans utilité stratégique — à défaut de mise sous tutelle, voire de recolonisation, on se contentera donc de ces clichés-là, puisés au souk des idées reçues et diffusées par CNN.

Voici, en sept questions, quelques vérités différentes...

● **LA FAUTE AUX BELGES ?** L'ethnologie coloniale porte une très lourde responsabilité dans le drame actuel. Il n'existe pas, en effet, de « haine ancestrale » entre Hutus et Tutsis et les recherches historiques récentes démontrent que la prétendue domination absolue des premiers sur les seconds à l'époque précoloniale a été très largement surévaluée. « A l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, souligne Basil Davidson, leur conscience historique et leur patriotisme étaient communs. » En l'espace de trois ou quatre décennies, la colonisation va tout bouleverser. C'est d'elle qu'est venue l'idée de différencier les Tutsis « supérieurs » et éleveurs, Hamites fins et élancés venus du Nord, des Hutus agriculteurs et indigènes, trapus, foncés et grossiers. En privilégiant les premiers au détriment des seconds, puis en abandonnant brutalement leurs protégés à la fin des années cinquante lors de l'indépendance, les Belges ont à la fois figé et exacerbé des relations certes inégalitaires, mais qui n'avaient rien de rigides. Depuis, la position de Bruxelles a évolué en fonction de ses intérêts... et de ses propres facteurs tribaux : les politiciens flamands, tout heureux de damer le pion à leurs homologues wallons, n'ont ainsi jamais caché leur hostilité à Habyarimana — tout comme ils ont toujours joué contre Mobutu au Zaïre. Mais la bienveillance — pour ne pas dire plus — dont ont

**L'ethnologie coloniale porte une lourde responsabilité dans le drame actuel.**



GIRARD/GAMMA

fait preuve l'actuel gouvernement et son contingent au Rwanda à l'égard du Front patriotique rwandais démontre la persistance de cette dangereuse vulgate ethnographique.

● **LA FAUTE A HABYARIMANA ?** L'irréparable commis et ces fausses théories une fois entérinées, le régime de Juvénal Habyarimana, qui a régné sur le Rwanda pendant vingt ans, apparaît sous un jour nouveau. Il faut, certes, lui rendre un peu de justice. Plus paternaliste et autoritaire que dictatorial, il ne fut pas l'exact décalque d'un Mobutu ou d'un arap Moi. Lui-même ne s'est pas — ou peu — enrichi, son train de vie est resté relativement modeste, on ne lui connaissait pas de frasques retentissantes, le gaspillage et la corruption ont été contenus dans les limites du raisonnable et le développement économique fut, jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, réel. Mais ce « Hutu du Nord », qui avait déjà en tant que chef d'état-major dirigé la répression antitutsie de 1964, a été la victime à la fois de ses propres crispations et de son entourage. Son prédécesseur renversé, Grégoire Kayibanda est mort de misère en résidence surveillée et nombre de ses ministres furent assassinés. Sous couvert d'une « politique d'équilibre régional et ethnique », Tutsis et « Hutus du Sud » ont été largement marginalisés. Enfin, la famille et la belle famille du président se sont employées, pour retarder

une transition démocratique inéluctable, à durcir les clivages raciaux inculqués par la colonisation. Ces derniers mois, Habyarimana était apparu complètement dépassé par la prolifération des milices, escadrons de la mort et autre « Réseau zéro » souvent animés par ses proches. L'antagonisme ethnique issu des années cinquante s'est, de plus, lentement diffusé au sein de la population, surtout parmi les jeunes chômeurs des villes.

● **LA FAUTE AUX PARRAINS RÉGIONNAUX ?** En filigrane du drame actuel, se profile la rivalité entre le Zaïrois Mobutu et l'Ougandais Museveni pour la conquête du leadership de la région des Grands Lacs. Le premier n'a pas a priori de « préférence ethnique », puisqu'il a jusqu'au bout soutenu son ami hutu Habyarimana tout comme il était intervenu au début des années soixante-dix, au Burundi, en faveur du Tutsi Michel Micombero. Le second joue, lui, un rôle beaucoup plus direct. Nombre de cadres du FPR ont fait partie de son armée et l'Ouganda est à ce mouvement ce que l'Algérie est au Polisario : une base sûre et une source d'approvisionnement. Même si Habyarimana l'a aidé lorsqu'il combattait dans les maquis le régime de Milton Obote, Museveni s'est totalement rangé dans le camp adverse. Qu'il y ait ou non été acculé ne change rien : son implication, donc sa responsabilité, est évidente.

**Massacre de Tutsis dans l'église de Rukara. Combien de victimes depuis le début de la guerre civile ?**

**Les derniers mois, Habyarimana était apparu dépassé par les extrémistes.**

● **LA FAUTE AU FPR ?** Certains commentateurs voudraient voir dans ce front, constitué en majorité de Tutsis exilés, un mouvement de libération accouru au secours des Rwandais opprimés. L'analyse est un peu rapide. Le FPR a lui aussi commis bien des débordements depuis quatre ans, il compte lui aussi des « durs » en son sein — notamment son chef militaire, le général Paul Kagame — et le passé de certains de ses dirigeants reconvertis pose problème. Ainsi en va-t-il de son président, Alexis Kanyarengwe, un Hutu qui fut ministre de l'Intérieur de Juvénal Habya-

miste d'Habyarimana (ou plus exactement, de ne pas avoir voulu faire pression sur ce dernier pour qu'il modère son entourage), celle des Américains est sans doute d'avoir encouragé Museveni et le FPR. En ce cœur de l'Afrique aussi s'est déroulé un épisode de la guéguerre, ou plutôt du Clochemerle américano-français. On sait que Valéry Giscard d'Estaing et, surtout, François Mitterrand entretenaient avec Habyarimana d'excellentes relations. Depuis 1990, l'Élysée s'est directement impliqué dans le soutien presque inconditionnel au président rwandais confronté à la « menace anglophone » ougandaise, sans utiliser en contrepartie son influence pour neutraliser l'aile dure du régime. De son côté, l'administration Clinton, tout comme celle qui l'a précédée, est à la fois très favorable à Museveni, présenté comme un élève modèle des politiques d'ajustement, et au FPR, dont certains cadres ont, sous couvert de l'armée ougandaise, suivi des stages militaires aux États-Unis.

ILS EN FONT DU  
BRUIT A CÔTÉ !!



**La radicalisation du FPR a contribué à précipiter la garde présidentielle dans une folie meurtrière.**

rimana dans les années soixante-dix et s'illustra alors par une politique très ethniciste. Autre personnalité du FPR au pedigree chargé : Lizinde, qui fut le chef des renseignements d'Habyarimana. Autant dire que les rancœurs et les comptes à régler pèsent aussi lourd dans la balance que la rhétorique du Front de libération. L'imbrication, presque la symbiose entre le FPR et l'armée ougandaise sont également de nature à susciter des interrogations sur le degré d'autonomie de ce mouvement. Enfin, le radicalisme dont il a fait preuve ces derniers mois, en refusant notamment toute idée d'amnistie, a contribué à précipiter les gangs armés et la garde présidentielle rwandaise dans la folie meurtrière.

● **LA FAUTE À PARIS ET WASHINGTON ?** Si la principale responsabilité française dans cette affaire est de ne pas avoir su arrêter à temps la dérive extrême

● **POURQUOI UNE TELLE VIOLENCE ?**

Il n'y a ni culture ni tradition de violence entre Hutus et Tutsis, que l'on ne peut d'ailleurs distinguer en termes politiques, raciaux ou économiques. Les récits des premiers explorateurs blancs sont à ce sujet formels : ils décrivent une société hiérarchisée où les sujets étaient aussi bien hutus que tutsis, sous la houlette d'une monarchie féodale de droit divin et d'un roi, le *mwami*. Raciste, triomphant et sans complexe, le colonialisme a, d'une part, établi une différence purement artificielle entre Hamites venus du Nord aux traits « européens » et Bantous paysans aux traits « négroïdes ». De l'autre, il a exacerbé l'aspect le plus contestable de la monarchie : la tradition d'obéissance aveugle aux ordres du chef. Les racines du drame sont là. La responsabilité des élites rwandaises, qu'elles soient tutsies ou hutues, qui ont assimilé, exploité et repris à leur compte cette classification et cette tradition est tout aussi lourde. Comment expliquer autrement les massacres de femmes et d'enfants, apparus au Burundi lors des tueries de mai-juin 1972 et affreusement répétés au Rwanda depuis le 6 avril dernier ? La coexistence entre des bandes de jeunes urbanisés sans avenir et des politiciens fous de pouvoir, fort habiles à manipuler la notion ancestrale de responsabilité collective — une famille est comptable des agissements de l'un de ses membres —, est aussi à l'origine du climat de meurtre collectif que connaît ce pays. La peur et la vengeance se nourrissent l'une de l'autre.

● **QUELLE SOLUTION ?** Dans l'immédiat, une force d'interposition neutre, habilitée à se servir de ses armes. Puis, l'application des accords d'Arusha. Enfin, des élections libres. Schéma angélique, hélas ! qui suppose une intervention plus qu'hypothétique de la communauté internationale. Or celle-là semble plus que jamais décidée

à ne pas laisser entrer l'Afrique dans le jeu du droit international. Considérer la guerre au Rwanda comme un conflit ethnique, donc insoluble et immémorial, est, il est vrai, bien plus confortable que de regarder en face des sociétés plurielles : quelle belle excuse à l'impuissance et à l'indifférence ! ●

# Ceux du FPR.

« *Cancrelats* » ou « *Combattants intrépides* », les rebelles bénéficient du soutien de l'Ouganda et de la diaspora.

HAMZA KAÏDI

**L**eurs adversaires les ont baptisés les *Inyenzi* (les *Cancrelats*). Eux-mêmes préfèrent s'appeler les *Inkontanyi* (les *Combattants intrépides*), du nom des armées de la monarchie qui a gouverné le Rwanda durant près de cinq siècles. La presse internationale continue à voir en eux des rebelles.

Venus du Burundi, du Zaïre, de Tanzanie et, pour certains, du Canada ou des Etats-Unis, ils ont rejoint leurs compatriotes qui, sous la bannière du Front patriotique rwandais, sont passés à l'offensive à partir de l'Ouganda pour tenter de retrouver leur place dans ce pays d'où furent chassés leurs pères en plusieurs vagues depuis 1959.

Au départ, il y a des réfugiés. On en dénombreait vers la fin des années quatre-vingt environ 500 000 dans les pays limitrophes. Au pouvoir depuis 1973, le régime du général Habyarimana leur avait systématiquement refusé le droit au retour, sous prétexte que le pays était trop pauvre et trop petit pour les recevoir.

En 1979, ces réfugiés fondent dans la clandestinité une organisation qu'ils nomment Alliance rwandaise pour l'unité nationale (ARUN). En décembre 1987, l'ARUN devient le Front patriotique rwandais (FPR). Un jeune exilé allait jouer un rôle décisif dans l'évolution du FPR : Frédéric Rwigema, plus connu comme le major Fred. Né au Rwanda en 1956, Fred avait quitté son pays natal en 1959 sur le dos de ses parents, qui fuyaient les exactions commises contre les Tutsis lors de l'abolition de la monarchie.

Jusqu'en 1976, il ne connaît d'autre patrie que l'Ouganda. Cette année-là, il se rend au Mozambique, où il fait la connaissance de Yoweri Museveni, politicien ougandais opposé au régime d'Amin Dada.

Au début des années quatre-vingt, Rwigema, un certain Paul Kagame et nombre de réfugiés rwandais et d'Ougandais rwandophones rejoignent Museveni et son Armée nationale de résistance (NRA) dans sa lutte contre Milton Obote. Pour priver Museveni de ce soutien, Obote expulse manu militari vers le Rwanda plus de 40 000 rwandophones. Mais le régime de Kigali refuse de les réintégrer. Parqués dans de très mauvaises conditions dans la réserve de la Kagera, ces Rwandais connaissent le triste sort des réfugiés indésirables dans leur propre pays.

Entre-temps, Rwigema fait une brillante carrière au sein de la NRA. En 1986, il se trouve même à la tête des troupes qui font leur entrée à Kampala. Museveni le nomme chef d'état-major de la NRA et vice-ministre de la Défense avec le grade de général major. Mais Rwigema a d'autres préoccupations. Comme beaucoup de ses compatriotes,



Les combattants du FPR en juin 1993. La France avait alors permis de contenir l'avancée des rebelles.

**Objectif :**  
retrouver  
leur place  
dans le pays  
d'où leurs pères  
furent chassés  
en 1959.

**Le Front regroupe vingt mille combattants disciplinés, rompus à la guérilla.**



**Paul Kagamé, le chef militaire, fait partie de l'aile dure du FPR.**

il rêve d'un Rwanda qu'il ne connaît pas. En 1989, il quitte ses fonctions pour regrouper au sein du FPR ses nombreux compatriotes qui servaient dans l'armée ougandaise.

Il recrute des sympathisants, surtout parmi la communauté tutsie, dans divers pays où vivent les exilés rwandais. Des Hutus mécontents du régime Habyarimana le rejoignent. Parmi eux, le colonel Alexis Kanyarengwe, ancien ministre de l'Intérieur, qui deviendra président du FPR en décembre 1990, ou Pasteur Bizimugu, ancien directeur d'Electrogaz.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1990, Rwigema lance ses troupes à l'assaut du Rwanda. Mais il trouve la mort le lendemain même, dans des conditions mystérieuses. Grâce à l'appui de la garde présidentielle zairoise et des contingents français venus officiellement pour protéger les résidents étrangers, l'armée rwandaise parvient à stopper l'offensive du FPR. Repoussé jusqu'à la frontière, le front change de tactique et s'installe dans la guérilla. Succédant à Rwigema à la tête de la branche militaire, Kagame parvient à mener une guerre d'usure qui conduira le régime de Kigali à négocier avec le FPR.

Après bien des tentatives malheureuses, des négociations sont engagées entre les deux belligérants à Arusha (Tanzanie), sous le haut patronage du président Ali Hassan Mwinyi. Un cessez-le-feu est conclu en juillet 1992.

En février 1993, à la suite du massacre de nombreux Tutsis par des miliciens au service du MRND, ancien parti unique, le FPR repasse à l'offensive. Ses troupes arrivent à 25 kilomètres de Kigali. Malgré le renforcement de ses effectifs, passés de 5 000 hommes en 1990 à 35 000 hommes en 1993, l'armée rwandaise plie sous le choc.

Une fois de plus, la France vient à la rescousse du président Habyarimana et dépêche deux compagnies de parachutistes pour renforcer les deux autres compagnies qui se trouvaient déjà sur place. L'offensive du FPR est stoppée et un nouveau cessez-le-feu conclu.

Le 4 août 1993, après bien des atermoiements, un traité de paix est enfin signé à

Arusha entre le gouvernement rwandais et le FPR. En vertu de ces accords, un gouvernement et une assemblée de transition incluant le FPR devaient être mis en place, sous le contrôle d'une force des Nations unies, la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda). Malgré la présence de quelque 2 500 casques bleus, l'installation de ces deux instances est reportée d'une semaine à l'autre, durant plus de trois mois.

A la fin de mars 1994, le Conseil de sécurité, excédé par les atermoiements du pouvoir, menace de réviser sa position quant à la présence des casques bleus au Rwanda. Le président Mwinyi convoque les chefs d'Etat de la région pour tenter, une fois de plus, de résoudre la crise. C'est à son retour de cette réunion, qui s'est tenue à Dar es-Salam, que le président Habyarimana trouve la mort en compagnie de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira. De nouveau, c'est la guerre.

Même si le sort des armes penche en sa faveur, le FPR ne peut contrôler à lui seul l'ensemble du Rwanda. Tôt ou tard le sentiment tribal qui anime la majorité des Hutus jouera contre lui. Ses dirigeants en sont conscients et c'est pour cela qu'ils se déclarent favorables à un retour à Arusha, une fois la paix rétablie, pour convenir d'un nouvel accord avec les autres forces politiques, ou ce qu'il en reste.

On crédite le FPR de quelque 20 000 combattants très disciplinés et rompus à la guerre conventionnelle comme à la guérilla. Equipés d'un armement léger ou semi-lourd prélevé au départ sur les stocks de la NRA, ils sont dotés maintenant de divers équipements pris à leurs adversaires ou acquis par leurs responsables dans divers pays de la région où les armes de tout genre abondent : Ethiopie, Somalie, Zaïre et Rwanda même.

Coiffés d'un minuscule chapeau de brousse ou d'une casquette à la Fidel Castro et chaussés de bottes de caoutchouc, les soldats du FPR rappellent ceux de la NRA. Il est vrai que l'aide de l'Ouganda au FPR est multiforme. Elle a été rendue possible malgré les nombreuses protestations du président Habyarimana, grâce au silence complaisant des Etats-Unis à l'égard du régime de Museveni. En contrepartie, ce dernier permet l'acheminement par le territoire ougandais d'équipements militaires et de ravitaillement à destination de la rébellion du Sud-Soudan.

Outre l'aide matérielle, morale et politique de l'Ouganda, le FPR peut compter sur l'appui humain et financier de la diaspora rwandaise, qui s'est convertie avec succès dans les affaires. ●